

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Propos antinationalistes

Roger HAGNAUER

Les fabricants d'illusions

Louis MERCIER

L'arrêt du "boom"

Robert LOUZON

Au C.C.N. de la C.G.T.-F.O. :

Fidélité à la Chartes d'Amiens

Un délégué

Le singulier parti socialiste italien

Antonio CARBONARO

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 600 fr.
Un an 1.000 fr.

EXTERIEUR

Six mois 700 fr.
Un an 1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 106 - Juin 1956

Propos antinationalistes R. HAGNAUER
Planisme et bureaux d'études pour l'Afrique
du Nord SINBAD LE MARIN

Le singulier parti socialiste italien A. CARBONARO

Les fabricants d'illusions L. MERCIER

Notes d'économie et de politique :

L'arrêt du boom. — L'anéantissement de la
matière et la détérioration internationale. —
Carnet du massacre. — Les à-côtés du
massacre.

Appel aux syndicalistes de la région pari-
sienne.

Au comité confédéral de la C.G.T.-F.O.

Le congrès de l'Union des syndicats F.O. de
la région parisienne.

Lettre de Tunis J.-P. FINIDORI

Parmi nos lettres

Gallienne (Damas); Nenert (Haute-Vienne);
Polito (Alger).

Syndicalisme libertaire et démocratie.

Cercle Zimmerwald.

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;

2) De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;

3) De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se referra le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4) De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent

pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps, selon la formule de Peloutier, « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;

5) De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;

6) De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir, le jour où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;

7) Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le bagne policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

PROPOS ANTINATIONALISTES

Nous avons souvent noté le caractère superficiel de l'internationalisme le plus bruyant et le plus brutal dans son expression verbale. C'est là que l'opposition entre la paille des mots et le grain des choses nous semble la plus redoutable. C'est là qu'il est le plus commode de répondre par des déclamations creuses aux objections concrètes.

Les ministres suivent les militants

Les voyages de Khrouchtchev et de Boulganine à Londres — de Guy Mollet et Pineau à Moscou justifient encore notre répugnance et nos appréhensions.

Cependant la seconde entreprise nous semble beaucoup plus décevante et dangereuse.

A Londres, pas de confusion. Le gouvernement conservateur de Sa Gracieuse Majesté reçoit les dirigeants réactionnaires de l'URSS. La classe ouvrière britannique ne figure pas dans la réception. Les travailleurs et des groupes importants de la jeunesse universitaire ont heureusement mêlé au « Welcome » officiel la franche démonstration du « Fair Play ». Les pointes des questions posées sur « le monde concentrationnaire russe » ont percé la rondeur et embrumé la cordiale bonhomie des deux ex-laquais sanglants du czar rouge. Héritage — quelque peu dévalué — des travailleurs londoniens jetant hors de leur taverne « le bourreau, fouetteur de femmes » de Hongrie, en 1855.

Il est vrai qu'à Moscou, André Philip, Marceau Pivert, Georges Altmann ont tenté — non sans courage — d'impressionner « les oreilles des murs de fronts fermés »... Il est vrai qu'ils ont certainement ouvert pas mal de brèches. Preuve nouvelle de l'inefficacité du système d'éducation totalitaire. Tout semble aligné sous le couvercle de plomb. Que celui-ci se soulève, et la pensée libre fuse en feu d'artifice.

Mais la confusion — certainement voulue — résulte de la succession des deux voyages : celui des militants socialistes, celui des ministres socialistes. Pour le public ouvrier, l'un prépare l'autre, les succès de celui-ci dépendent des effets de celui-là. Les ministres n'ont pas conclu favorablement, parce que l'on n'a pas sérieusement envisagé la réunification des Internationales. Et M. Tout le Monde socialiste ne rejette pas toute la responsabilité de l'échec sur les Soviétiques.

Lamentable aberration de politiciens ! Qu'y a-t-il de commun entre le parti communiste et les syndicats soviétiques — même déstalinisés, même relégués — et les partis socialistes d'Occident et les syndicats même platement réformistes et corporatifs ? La doctrine ? Le marxisme épuré du stalinisme ? J.-P. Sartre le dit et Daniel Guérin le confirme. Il faut oublier le passé... « *L'avenir, c'est la libération de la pensée marxiste et du mouvement ouvrier* » (Guérin, dixit). On espère que Guérin bouffonne en accordant à J.-P. Sartre le bénéfice « d'une honnêteté lumineuse et éclatante ». On veut bien rigoler avec lui... mais pas trop longtemps.

Il n'y a pas de pensée marxiste dans les milieux dirigeants de l'URSS. Il n'y a pas d'organisation ouvrière libre. Il n'y aura d'espoir socialiste en URSS que lorsque le système aura éclaté et lorsque la lutte de classes s'affirmera dans les entreprises. La grève de Vorkuta a infiniment plus d'importance pour nous que les confessions et les amabilités de K. et de B., que les gloses et les co-

gitations des Sartre et des Guérin... français et russes...

A Moscou, on chausse toujours les bottes des czars...

On nous rendra cette justice que nous n'avons jamais accepté la théorie des deux blocs... ni marché dans l'histoire des croisades idéologiques. Il y a certainement une sincère aspiration des syndicalistes et libéraux américains à une évolution du monde s'accomplissant sous le signe de la liberté. Il y a — chez les trotskystes ou assimilés, peut-être exclusivement — une tendance également sincère au développement d'un communisme autoritaire. Seulement ni les uns, ni les autres ne mènent le jeu. Les businessmen des Etats-Unis représentés par Foster Dullès, et les politiques soviétiques ne tirent des idéologies que des artifices de propagande, des mythes auxquels ils ne croient pas. Ceux-là restent orientés par un « isolationnisme » qui peut fort bien s'allier avec des ambitions asiatiques impérialistes. Ceux-ci ne semblent pas encore fixés, parce que la lutte des clans — représentant l'Armée, la bureaucratie technocratique ou l'appareil du Parti — n'a pas abouti soit à un nouveau monolithisme césarien, soit à une normalisation des rapports entre des classes sociales solidement constituées. Aussi s'en tiennent-ils tout simplement à la vieille politique impériale russe, que Staline a héritée des czars. Ce qui est impensable, c'est que celle-ci puisse encore réussir. Peut-être tout simplement parce que l'Europe par ses nationalismes demeure politiquement réactionnaire, alors même que son économie subit — avec plus ou moins de retard — le progrès des techniques.

L'URSS s'oriente-t-elle vers l'Asie, maintient-elle les traditionnelles revendications russes sur le Proche-Orient et Constantinople ? C'est probable. *Mais ce qui est certain c'est que demeurent ces deux constantes : la colonisation de l'Europe balkanique et centrale — l'exploitation du conflit franco-allemand.*

C'est, en effet, la question allemande qui demeure le plus sûr critère du pacifisme soviétique. Même l'indépendance des « satellites » dépend dans une large mesure de la solution de cette question. Une Allemagne unie et libre jouerait par son seul dynamisme économique, le rôle d'un pôle attractif, d'où émaneraient les lignes de dissociation de l'empire stalinien. Il convient donc de maintenir l'Allemagne de l'Est sous la dictature d'un appareil qui se nationalisera davantage mais qui gardera la structure stalinienne. C'est bien ainsi que des observateurs avertis interprètent les résultats de la troisième conférence du *Parti socialiste unitaire* qui s'est tenue à Berlin-Est du 24 au 30 mars 1956.

L'utilité du péril allemand

Les ex-staliniens se gardent bien d'abandonner le mot d'ordre de l'Unité allemande. Mais ils entendent le lancer en le liant à celui du « désarmement » ou plutôt à celui de la rupture préalable de l'Allemagne fédérale avec l'alliance atlantique. C'est évidemment au parti social-démocrate de l'Ouest qu'ils s'adressent. Mais ils ont compris que soumettre l'unité allemande à des conditions préalables, c'est nier en fait l'égalité des droits de tous les Etats, c'est fournir au nationalisme allemand

l'aliment substantiel qui a nourri l'hitlérisme de 1923 à 1933.

Or, Pineau et Guy Mollet dans leurs déclarations des 3 mars et du 1^{er} avril ont accepté implicitement une révision de la politique atlantique qui s'orienterait vers le préalable soviétique : *désarmement avant unité*. Et nos gobe-mouches se laissent séduire par cette déplorable illusion. Ainsi ce seraient les armements allemands — dans la République fédérale à peine en voie de réalisation — qui empêcheraient le désarmement général. Ce serait le péril allemand qui menacerait la sécurité de l'URSS et la paix européenne ?

On ne peut sérieusement se baser sur des réalités présentes pour justifier l'inquiétude des héritiers de Poincaré et d'Iswolsky. Il s'agit de prévoyance justifiée par les enseignements du passé. A qui veut sérieusement se livrer à cet examen rétrospectif, il faudrait offrir autre chose que de grossières images d'Epinal. En 1914 comme en 1939 la guerre fut bien justifiée du côté allemand par la nécessité de briser ou de prévenir l'encerclement et l'isolement de l'Allemagne. Il faut encore répéter que le triomphe d'Hitler a deux causes essentielles : *le diktat de Versailles et la crise mondiale de 1930 « gelant » les capitaux américains en Allemagne*.

Il ne semble pas que le parti social-démocrate allemand soit immunisé contre les tentatives de rapprochement du parti socialiste unitaire de l'Est. Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'on constate dans son sein des relents de nationalisme. Mais ce qui paraît établi, c'est que les appels de l'Est sont entendus dans les partis de Bonn dominés par les clans industriels, la grande bourgeoisie et les militaires. Ce n'est paradoxal qu'en apparence. L'alliance des deux empires s'inscrit dans l'héritage de Bismarck et d'Hitler... même de Guillaume II.

Si l'on admet, malgré tous les bavardages sur le désarmement, que le but de Moscou c'est la rupture entre l'Allemagne et les puissances atlantiques, l'hypothèse d'un nouveau pacte germano-soviétique — cause implicite et effet plus ou moins rapide de l'unité allemande — n'est pas à exclure. Cela dépend pour une bonne part de la persistance ou de la résurrection de la politique française menée par Poincaré de 1912 à 1914 sous le double signe de l'encerclement de l'Allemagne et de l'alliance franco-russe.

L'autre Munich

Or, un des facteurs les plus importants de cette politique, c'est le regroupement contre l'Allemagne, des Slaves de l'Europe centrale. Le voyage de Tito à Paris en est peut-être un indice. Le passage de Pineau à Prague, au retour de Moscou, en est un autre.

On notera avec intérêt l'éditorial du *Monde* du 26 mai 1956 :

« ... Mais l'accueil fait à M. Pineau, la façon dont, à Prague, on présente une visite prochaine de M. Siroky à Paris, ne répondent pas seulement à des mobiles de politique intérieure. Malgré les remous de l'Histoire, la France a gardé en Tchécoslovaquie un immense capital de prestige et si Munich a laissé d'amers souvenirs, on ne peut néanmoins oublier que notre pays fut le parrain et longtemps le soutien le plus fidèle de la jeune république tchécoslovaque ».

Le coup de Prague de 1948 « a sans doute coupé les ponts entre la Tchécoslovaquie et l'Ouest... », tandis que la France resserrait ses relations avec ses alliés du pacte Atlantique. Cependant, la Tchécoslovaquie redoutait particulièrement « le réarmement de l'Allemagne, y compris celui de l'Allemagne orientale, et suivait avec beaucoup d'intérêt la longue résistance dont fit preuve notre pays avant d'y

consentir ». Et la Tchécoslovaquie « *traditionnellement rassophile et francophile, attend comme la Pologne que la France joue un rôle médiateur au sein de l'alliance atlantique, comme ces deux pays en jouent un à l'intérieur du pacte de Varsovie* ».

Cette dernière hypothèse relève d'une incurable naïveté ou d'une imposture scandaleuse. S'imaginer que les fantoches de Prague et de Varsovie peuvent s'offrir le luxe d'une politique relativement indépendante à l'égard de Moscou... c'est abuser des illusions de ses lecteurs. Ce que nous disions de la Russie se révèle encore plus exact pour les pays colonisés. Il n'est pas impossible que la « déstalinisation » aboutisse à une libération partielle des « démocraties populaires ». Mais il faudrait préalablement que le système s'écroulât et que ses hommes disparaissent.

Il n'est pas question de sous-estimer le peuple tchèque. Nous n'aimons guère les « stéréotypes nationaux » ; nous voulons voir les hommes et les classes sociales à travers les écrans nationaux. Mais si nous admettions une exception, ce serait en faveur du peuple tchèque. Le mépris de Marx pour la Bohême n'est préjudiciable qu'à la mémoire du prophète. Nous admirons au contraire cette volonté d'indépendance que les oppressions successives n'ont pas entamée. Nous classons le vieux Masaryk parmi les plus grands des hommes d'Etat de l'entre-deux guerres. Et nos contacts personnels avec des amis tchèques nous laissent l'impression réconfortante que la résistance au stalinisme — comme à l'hitlérisme — a été plus vive et plus efficace en Tchécoslovaquie que partout ailleurs.

Mais il y a le peuple tchèque et l'Etat tchécoslovaque, création assez artificielle des négociations de Versailles. Il y a la Bohême, bastion de la liberté... Il y eut aussi une entreprise menée en Europe centrale, sous la double influence de la germanophobie fébrile d'universitaires chauvins et de la boulimie irrésistible du Comité des Forges et de la maison Schneider.

Que nos amis tchèques s'emploient donc comme nous à liquider définitivement et complètement l'héritage de Versailles et de Munich, c'est-à-dire qu'ils recherchent — comme nous — tout ce qui peut favoriser l'entente avec le peuple allemand.

Car Munich ne fut que la conclusion du processus ouvert à Versailles en 1919. Là encore — pour l'avant-dernière fois — Hitler a repris des revendications allemandes, que les socialistes allemands et autrichiens, les moins suspects de nationalisme, avaient formulées dès 1919. On n'a pas voulu résoudre, avant Hitler, le problème de la population allemande du pays des Sudètes. Hitler l'avait résolu à Munich. Mais ce qui le justifie — hélas ! — a posteriori c'est que les vainqueurs de 1945 l'ont résolu avec une brutalité supérieure à la sienne — ce qui paraît inimaginable — par un transfert de populations accompli dans des conditions abominables. Un mémorialiste raconte — avec quelque humour noir — que le général soviétique commandant l'armée d'occupation en Allemagne du Sud se plaignait d'avoir à « habiller » les Allemands chassés tout nus du pays des Sudètes où leurs familles étaient installées depuis plusieurs générations. Cette terrible revanche de Munich explique sinon Munich, du moins la résignation à Munich.

D'ailleurs ce propos de l'éditorialiste n'est certainement pas inspiré par des représentants qualifiés du peuple tchèque. Depuis Munich, il y a les deux coups de Prague, celui de Hitler en 1939, celui de Staline en 1948. Non, l'inspiration est moins franche, moins directe, l'allusion plus savante. Par Munich on croit symboliser l'accord franco-allemand, contre la Tchécoslovaquie, sans aucune participation de l'URSS. Ce qui éclaire le « contre-Munich ».

Une nouvelle « Petite Entente » : Tchécoslovaquie, Pologne, Yougoslavie, France... contre l'Allemagne, sous l'euphémisme de la prévention du danger allemand. Et cette fois, l'URSS participe. Indirectement par ses vassaux. Directement par le racolage des politiciens et des hommes d'affaires français.

Les trous d'obus allemands

Des propos euphoriques à parfum de champagne et de vodka échangés à Moscou, retenons un souvenir de Mikoïan. Lors d'un voyage à Reims, il se serait étonné des trous d'obus non rebouchés le long des murs de la cathédrale. « Nous aurions pu tout restaurer, lui aurait répondu l'évêque, mais nous avons voulu garder les traces du bombardement allemand. » C'est tout... Il ne manque à cet écho que les célèbres larmes qui fleurissaient pendant l'autre guerre à chaque écho de *l'Intran*...

Mais une fois de plus Mikoïan a donné le ton. Les trous d'obus de Reims, les souvenirs amers de Munich, l'indignation patriotique et spectaculaire de M. Claude Bourdet se dépouillant publiquement de ses décorations, après le vote des accords de Paris, la célébration de la victoire de Verdun, alors qu'il y a vingt ans, les anciens combattants français et allemands évoquaient ensemble le massacre de Verdun... tout cela concourt à maintenir la « psychose » du danger allemand, la figure apocalyptique de l'Allemagne éternelle, éternellement menaçante.

On assure que les entretiens de Moscou n'ont abouti à aucun résultat. C'est que Mollet et Pineau voulaient obtenir sur l'Algérie une phrase aussi dynamique que celle recueillie par Laval en 1935 de la bouche de Staline qui déclarait « *comprendre et approuver la politique française de défense nationale* ». Une phrase qu'on aurait envoyée dans les dents des cocos de France.

C'est raté. On a ergoté autour des termes du communiqué officiel. C'est que les gens de Moscou ne donnent rien pour rien. Si les Français avaient consenti en échange à avaliser quelques formules propres à troubler les vacances d'Adenauer, Boulganine et Khrouchtchev auraient sans doute sacrifié les rebelles algériens, dont ils se contrefichaient, tout en prodiguant de bonnes paroles aux Arabes du Proche-Orient qu'ils veulent gagner. Nos ministres risquaient gros en s'engageant aussi nettement.

Mais si les mots manquent, les gestes demeurent : la visite de Tito, la rencontre de Moscou, le voyage à Prague, tout cela suffit pour entretenir la méfiance. Les socialistes allemands en tireront peut-être quelque avantage, dans leur opposition à Adenauer. Ils veulent démontrer — c'est de bonne guerre — qu'ils obtiendraient de meilleurs résultats quant aux possibilités de réunification. Que l'on ne s'y trompe pas cependant. Sur le principe du réarmement de l'Allemagne — les autres nations restant armées — ils sont d'accord avec les autres partis allemands. Car la résurrection du nationalisme allemand n'est nullement liée au problème général du désarmement — mais dépend de la politique d'isolement de l'Allemagne ou seulement de la « spécialisation » du cas allemand. On n'a pas plus le droit de ruser en cette affaire que dans la liquidation du colonialisme.

L'Allemagne doit-elle retrouver son unité ? Celle-ci ne doit-elle pas naître d'une libre consultation du peuple allemand ? Il faut répondre nettement, sans incidente ou formule restrictive.

Un plan général de désarmement peut-il être discuté et adopté par toutes les nations, sans exception ? Si l'on répond oui à ces trois questions, on opte pour la seule solution digne du socialisme international. Et les voyages à Londres, à Moscou,

à Prague et à Belgrade deviennent de simples visites de politesse, dont on peut éviter la charge financière.

Nous sommes bien petits...

Ce qui dépasserait l'entendement, si l'on n'était résigné à tous les illogismes, c'est que certains — qui ne sont pas tous des neutralistes ou des cryptos — accordent facilement aux politiques russes la confiance qu'ils refusent spontanément aux politiques allemands.

Il ne faut pas reboucher les trous de la cathédrale de Reims — dont les tours furent utilisées comme observatoire militaire. Mais on rebouche bien facilement les trous dont le stalinisme est responsable. Des victimes allemandes de l'hitlérisme restent pour le Français moyen, des Allemands complices d'Hitler... et d'ailleurs suspects même si Hitler n'avait pas existé. Inutile de rappeler que l'Allemagne a payé cette fois, avant même que la capitulation soit acquise, une addition singulièrement lourde. Et que tous les grands chefs nazis, sans exception, ont été liquidés.

Il suffit au contraire aux chefs soviétiques de défigurer les cadavres de Staline et de Béria pour qu'on leur ouvre les bras. Oh ! avec plus ou moins de retenue. Daniel Guérin est obligé « *de se serrer les lèvres pour ne pas laisser échapper ce qu'il a sur le cœur...* », c'est-à-dire le « *drame d'une génération de marxistes antistaliniens dont la vie entière a été brisée...* ». Bien entendu, il s'agit uniquement des marxistes occidentaux laminés entre le stalinisme et l'anticommunisme bourgeois. Laminage dont le corps de Daniel Guérin est sorti heureusement intact.

Il n'est pas question des marxistes de Russie, d'Espagne, de l'Europe centrale à qui une liquidation définitive a évité les tortures du laminage intellectuel.

Il n'est pas question des masses non-marxistes, victimes de la collectivisation agricole, des plans quinquennaux, des massacres de l'Est en 1945, de l'ignoble écrasement de Varsovie accompli par Hitler et voulu par Staline, des enterrements collectifs de Katyn et d'ailleurs, des tragiques migrations de populations, des liquidations des colonies allemande, juive ou musulmane, des déportations massives, des camps de travail... Nous n'allons pas chercher chicane sur de tels détails à J.-P. Sartre, au maître des *Temps Modernes* (Guérin dit) qui pourrait nous répondre comme le Père Hugo (référence dont nous laissons toute la responsabilité et toute l'irrévérence à Guérin) : *Comme vous êtes petits !*

Il suffit de s'entendre. On est petit lorsque l'on reproche aux exécutants des volontés staliniennes des atrocités qu'ils ont accomplies, par ordre sans doute, mais sans hésitation, ni murmure.

On est grand, lorsque l'on dénonce l'impunité des petits exécutants nazis (en limitant d'ailleurs, et pour cause, ses observations à la République de Bonn), lorsqu'on veut maintenir le souvenir des déportations et de la Résistance, non pour juger un système et glorifier un exemple, mais pour entretenir la haine ou la défiance à l'égard de *tout* le peuple allemand.

Contre l'obéissance passive

Nous qui n'éprouvons aucune gêne à citer Hugo, nous lui reprenons le titre qui convient ici comme tête de chapitre : A l'obéissance passive.

Le problème qui s'est posé au procès de Nuremberg, à tous les procès d'épuration (lorsqu'il y eut procès), au procès des soldats d'Oradour, se pose exactement dans les mêmes termes dans le processus de liquidation du stalinisme.

Dans toutes les affaires dites de « génocide », la culpabilité peut-elle s'étendre des responsables des ordres aux irresponsables de l'exécution ? En fait, c'est toute la discipline militaire qui est ébranlée dans son principe. Si vous refusez à un soldat (ou à un fonctionnaire d'autorité ou d'exécution) l'impunité pour des actes accomplis par ordre, vous lui accordez le droit de discuter tous les ordres, avant de les accomplir. Et comme il n'est pas possible de limiter la liberté de l'esprit, sans la nier en son essence, vous subordonnez le devoir militaire au consentement du citoyen.

Thèse que nous acceptons intégralement, de même que nous acceptons « le droit à l'insurrection » inscrit dans la Déclaration des Droits de l'Homme de 1793.

Thèse qui n'a pas été appliquée dans toute sa rigueur, lors de la Libération. Dans tous les cas d'ailleurs, son application aurait dû paraître monstrueuse à un juriste, car une loi ne peut avoir d'effet rétroactif. Mais thèse totalement abandonnée aujourd'hui, en France — thèse partiellement admise dans les pays anglo-saxons — thèse qui n'est codifiée que dans un seul pays : l'Allemagne fédérale.

Cela vous étonne ? On le comprend. La presse ne cesse pas de mettre en valeur la moindre réminiscence du pangermanisme ou du national-socialisme. Il serait abusif de nier ces séquelles nocives qui pourraient bien se prolonger en germes d'un néo-nationalisme, si le néo-poincarisme se développait chez nous.

Mais une information objective et intelligente accorderait une place beaucoup plus grande à l'expression d'un antimilitarisme spontané dans les classes populaires, conscient et sérieusement étudié dans les groupes politiques et intellectuels.

La loi militaire que le Bundestag a votée contre 20 opposants socialistes indisciplinés dans leur Parti a été l'objet de discussions d'autant plus longues et minutieuses qu'elle obligeait à une révision constitutionnelle. Elle contient deux amendements d'une grande portée.

D'abord la reconnaissance officielle de l'objection de conscience, dont aucun parlementaire français — à notre connaissance — n'a osé prendre la responsabilité.

Ce n'est là cependant qu'une disposition favorable à une petite minorité d'inspiration confessionnelle. Ce qui est formulé explicitement et nettement et qui s'applique à tous, c'est que « *le refus d'exécuter un ordre contraire à la dignité humaine, présentant un caractère criminel ou qui n'est pas donné dans l'intérêt du service ne constitue pas un acte de désobéissance* ». Robert Lacoste serait fort gêné si l'on accordait aux soldats d'Algérie le bénéfice d'une telle liberté.

Le Monde a heureusement d'autres rédacteurs que M. Beuve-Méry. On lira avec profit dans le numéro du 26 mai 1956 un article de M. Roland Delcourt consacré à la publication d'un ouvrage collectif allemand intitulé *la Toute-puissance de la conscience*, compte rendu des travaux d'un groupe d'études sur le complot des généraux du 20 juillet 1944. Ce qui paraît le plus significatif dans ce livre c'est la préface du Professeur Heuss, président de la République, et la reproduction du discours présidentiel, lors du dixième anniversaire du complot.

M. Delcourt indique que le jugement porté sur le complot permet de classer les Allemands. C'est à la fois trop large et trop restreint. Trop large pour les Allemands, car un patriote moyen — même hostile à Hitler — pouvait condamner une opération frappant à la tête, alors que les armées allemandes se trouvaient à la veille de la débâcle — alors que les Alliés, loin de favoriser l'opposition, maintenaient le mot d'ordre de *capitulation sans conditions*.

Trop restreint, car ce ne sont pas seulement les Allemands qui ont à prendre position sur « ce droit à la désobéissance », ce droit à la rébellion soutenu noblement par le président Heuss, qui en subordonnant aux impératifs de la conscience les obligations militaires et nationales, revigore la vieille tradition française : celle d'Armand Carrel combattant avec les républicains espagnols contre les troupes françaises de Louis XVIII — celle de Victor Hugo invitant les Mexicains de Juárez à résister aux soudards de Bazaine — celle même de Jacques Sadoul (Rome alors admirait ses vertus...) justifiant en 1918 l'action de l'Armée Rouge contre les régiments de Clemenceau.

Si l'ouvrage est traduit en français, il faut le faire lire à Guy Mollet, à Robert Lacoste, à Pineau...

Si l'ouvrage est traduit en russe, il faut le faire lire à Khrouchtchev, à Mikoïan, tous les ex-staliniens... Peut-être même faudrait-il le traduire en « sartrien » pour l'édification de Daniel Guérin !

De tels propos exciteront sans doute l'irritation ou le mépris des internationalistes de la tribu des « Nyaka »... de ceux qui se soulagent en paraphrasant la formule-clef universelle « N'y a qu'à faire la révolution — n'y a qu'à soulever le prolétariat internationaliste contre les deux blocs impérialistes — n'y a qu'à faire l'unité, en oubliant le passé ».

Nous voulons bien reconnaître que nos observations n'ont qu'une portée très limitée, qu'elles n'apportent pas de solution aux grands problèmes internationaux. Il s'agit simplement de déblayer le terrain, peut-être aussi d'estimer la qualité des divers internationalismes. Ne pas réserver à l'Allemagne un sort particulier, ne pas pratiquer de discrimination à l'égard d'un peuple quel qu'il soit. S'opposer à toute manœuvre diplomatique prolongeant la politique russe de division de l'Europe ; réduire les nationalismes européens et d'abord le nôtre ; ne pas admettre que les héritiers de Staline soient les premiers bénéficiaires de la liquidation du stalinisme... C'est peu. Il ne faut pas faire que cela. Mais il faut faire cela avant d'entreprendre tout le reste.

La France seule !...

S'il est une démonstration convaincante de la coexistence de préjugés nationalistes et d'idéologie internationaliste, ce sont bien les réactions provoquées par l'affaire algérienne.

La bourgeoisie française qui doit sa victoire de 1918, sa libération de 1944 et son salut d'après-guerre à d'efficaces interventions étrangères s'irrite violemment de la moindre allusion à sa politique africaine, qui ne soit pas une approbation sans réserves.

Les plus farouches partisans de l'Alliance atlantique exigent que celle-ci joue à plein en Algérie et ne tolèrent aucun contrôle de leurs alliés sur la répartition des forces françaises.

Les « Européens » affirment péremptoirement non que l'Europe doit se prolonger en Afrique (?) mais que l'Algérie « française » fait partie de l'Europe, au titre de prolongement de la France.

Sur le plan du droit international, ces prétentions sont proprement incompatibles avec la Charte des Nations Unies et en contradiction formelle avec la Déclaration internationale des Droits de l'homme. Faut-il répéter que l'adhésion à l'O.N.U. ne dépend pas de la volonté souveraine d'un Etat — que l'association implique des conditions d'adhésion dont l'examen incombe à l'organisme international, qui peut vérifier à tout moment si les conditions d'adhésion demeurent effectivement satisfaites.

Ces règles ont été violées dans les cas de l'URSS, des démocraties populaires, de l'Espagne fran-

quistes. Parce que l'URSS et les Etats-Unis l'ont voulu. La force a primé le droit. La France seule est-elle assez forte pour imposer sa souveraineté en Algérie ? Ce n'est pas certain. Mais ce qui est certain, c'est que cela ne dépend pas d'une justification historique ou morale — et lorsqu'on refuse le débat contradictoire, les arguments perdent toute valeur.

Social-nationalisme

Mais après tout le bourgeois français — surtout le petit bourgeois — n'est pas obligé de sortir de la nation, ce qui équivaldrait pour lui à se déraciner publiquement. On pouvait espérer un autre langage chez des socialistes dont le parti n'est par son origine qu'« une section de l'Internationale ouvrière ».

Même les plus clairvoyants — ceux qui veulent appliquer aux musulmans les règles du Droit français — admettent difficilement « l'intervention étrangère ». Jaurès, dont l'autorité dans ce débat a été récusée par Guy Mollet, écrivait : « Un peu de patriotisme éloigne de l'Internationale — beaucoup de patriotisme y ramène. » Cela ne correspond peut-être pas aux idées-forces du marxisme. Mais cela témoigne d'un « humanisme », héritage de la Renaissance et des philosophes du XVIII^e siècle que Lamartine traduisait encore par ce vers célèbre :

Je suis concitoyen de tout homme qui pense.

On est aussi loin de cette communauté des citoyens du monde que de l'Internationale ouvrière. Si blâsé que l'on soit, on peut encore être surpris par le ton du discours de Lacoste au Sénat. « Nous avons presque tout le monde international contre nous... C'est très bien. La France résoudra seule des problèmes exclusivement français. » Bluff, sans doute ! Démagogie parlementaire, certainement !

Mais ce qui est grave, c'est que justement on puisse aujourd'hui user de cette logomachie nationaliste pour assurer le prestige d'un gouvernement socialiste.

L'expulsion d'Irving Brown

Etonnez-vous après cela que l'agression de Lacoste contre Irving Brown ait été si facilement tolérée, probablement approuvée plus ou moins discrètement par de bons camarades de la gauche de F.O. « Vous avez vu, hein, comme il l'a sonné... malgré ses dollars... « le grand corrupteur »... »

On en reparlera un de ces jours, plus à loisir. Non pour défendre Irving Brown qui n'a guère besoin de nous et que nous pourrions compromettre... gratuitement. Mais pour rappeler à quelques-uns qu'il est des silences déshonorants et que si Irving Brown est un « grand corrupteur » (*sic*), sa « clientèle » comprend pas mal de petits (oh ! tout petits) corrompus.

A pas mal d'autres : que les vertus tardives ne confèrent qu'un prestige relatif — que Irving Brown n'a jamais rien dissimulé de ses tendances et de ses desseins, qu'il est normal que l'A.F.L. s'efforce de contrarier la torrentielle propagande totalitaire — et que si les « averses » (!) de dollars américains n'ont pu fertiliser des terrains pierreux, elles n'ont pas noyé des consciences quelque peu flottantes.

Mais dans l'affaire algérienne, c'est outrager la vérité et l'honnêteté que d'attribuer à Irving Brown la responsabilité de mouvements indigènes dont l'origine remonte au moins à trente ans (l'Etoile nord-africaine fut fondée en 1926 par Messali Hadj). Nous avons déjà entendu qualifier de « fondation américaine » l'U.G.T.T., héritière de la C.G.T. tunisienne organisée par Finidori et ses amis en 1925.

Il est peut-être contraire à la règle que l'U.G.T.A. (Union Générale des Travailleurs algériens) de-

mande son adhésion directe à la C.I.S.L., alors qu'il ne doit exister qu'une centrale nationale. Il est sans doute regrettable qu'on ne puisse unir les travailleurs européens et africains dans les mêmes syndicats. Nous n'ignorons pas les louables efforts tentés par Manchon (secrétaire de l'Union de Constantine) pour libérer le mouvement des préjugés colonialistes et racistes. Mais c'est tout le problème dont la tragique urgence impose d'autres solutions que des entreprises militaires et des « verboten » juridiques.

La C.I.S.L. ne provoque pas de scission en tenant compte de l'existence, hors des syndicats dirigés par des Européens, de syndicats fondés par les travailleurs indigènes — que d'autres voudraient enrôler dans des formations « totalitaires ».

En lui refusant tout droit d'intervention, même d'enquête en Algérie, on récuse un juge dont on craint l'impartialité, et l'on bafoue la solidarité internationale.

Un Dominion algérien ?

Au reste, ce ne sont là peut-être que des artifices de procédure. Car la réaction de quelques syndicats F.O. d'Afrique du Nord (surtout de services publics) contre la résolution du C.C.N. de la C.G.T.-F.O. prouve que l'on n'accepte une autorité que si on la sait favorable.

Mais les représentants des Unions F.O. d'Algérie au cours d'une conférence de presse tenue à Paris le 8 mai se sont affirmés pour une solution qui appelle l'attention. En fait nos camarades réclament pour l'Algérie une sorte d'autonomie politique, qui l'assimilerait à un véritable Dominion, avec même l'obligation pour le gouvernement français de consulter les ministres algériens, avant toute initiative relative à l'Algérie sur le plan des relations extérieures. Il serait donc tout fait normal dans ce cas qu'une centrale syndicale algérienne adhérât directement à la C.I.S.L., comme les syndicats d'Australie, du Canada et de la Nouvelle-Zélande sont indépendants des Trade Unions britanniques.

Ainsi nous souhaitons la formation de nouvelles nations, alors que nous nous élevons contre l'contestable recul de l'idée internationaliste.

Contradiction qu'expliquent tout simplement les retards que la résistance passive et active de vieux nationalismes opposent à l'évolution des peuples économiquement et socialement retardés.

Paternalisme socialiste

Ce n'est pas par hasard ou par malveillance sordide que Robert Lacoste mène sa politique actuelle. Nous ne voulons pas dissimuler que nos rencontres passées — nos fréquentes controverses — ne nous laissent de lui aucun souvenir avilissant. Humainement nous pouvons déplorer son rôle actuel de proconsul marchant dans le sang. Mais nous pouvons fort bien l'expliquer. Venu au syndicalisme et au socialisme par l'organisation des Fonctionnaires, il se veut naturellement le représentant ou même la personnification d'un Etat à la fois autoritaire et paternaliste, liquidant les révoltes, brisant les oppositions, accordant aux sujets soumis et zélés, les faveurs et les privilèges.

C'est au fond la conception de pas mal de petits fonctionnaires d'Algérie — démocrates et socialistes en France — qui auraient bien voulu traiter les indigènes, comme les bons maîtres sudistes de *Autant en emporte le vent* traitaient leurs esclaves noirs. Il est possible que Lacoste les entende avec plus de complaisance que les gros colons.

Que l'indigène algérien comme le noir américain revendique la liberté et les responsabilités du citoyen, le droit de revendication du prolétaire, et la bonne volonté de ces socialistes de la Métropole se mue en la hargne vengeresse de bienfaiteresses méconnus.

Roger HAGNAUER.

Planisme et bureaux d'études pour l'Afrique du Nord

Nous avons vu précédemment que l'organisation des nouveaux Etats nord-africains devrait commencer par la prise en main des services publics et la réforme agraire afin de remettre aux habitants des ex-colonies la direction de toutes leurs administrations et la propriété de leur sol, sol qui devra être exploité par de petits propriétaires sans intervention du capitalisme, que celui-ci soit privé ou d'Etat, la source des vivres devant rester à l'abri de toutes mesures d'autorité.

Cela fait, il faudra s'employer à ce que les 10 à 20 millions de Nord-Africains, qui ne renferment jusqu'ici que de 1.500.000 à 2 millions de consommateurs au sens moderne du terme, deviennent des êtres complètement évolués. Si un apport massif de producteurs et de consommateurs se produit ainsi dans les dix années qui viennent, ce serait la plus belle contribution qui puisse être apportée à l'équilibre de l'économie mondiale ainsi qu'à la prospérité même de la France. Mais cela nécessite, au départ, l'indépendance de ces pays, la disparition de la grande propriété rurale et l'abolition des privilèges, choses qui sont à accomplir par les révolutionnaires.

Quant à la modernisation de ces territoires au moyen de leur équipement technique, elle doit être l'œuvre des grands administrateurs que ces pays auront à recruter **chez eux**, et qui auront à remplir le rôle qui fut joué en Europe par les capitaines d'industrie, mais en allant plus vite qu'eux et en gaspillant moins de richesses du fait que la marche à suivre sur le plan technique a été tracée et définie par le capitalisme et qu'on n'a plus à faire de mises au point.

Cet équipement technique devra principalement être assuré par le moyen du planisme et des bureaux d'études.

Prenons un exemple.

Le Sud tunisien, qui a été jusqu'ici négligé parce que son climat ne convenait pas aux colons européens, doit être équipé.

Il appartient au planisme de définir quelles sont les opérations d'une rentabilité certaine qu'un Etat pauvre doit commencer par y entreprendre comme comportant le moins de risques ; par exemple : inventaire des terres arables, recherche des cultures appropriées, reboisement, industries extractives, industries locales de transformation.

Les archives administratives réunissent déjà les éléments nécessaires pour la poursuite de ces études, mais rien ne pourra être entrepris avant que cette région ne soit dotée de la possibilité d'employer commodément l'énergie motrice qui permettra de forer, de pomper, de faire tourner les machines, etc., sans qu'il soit nécessaire, dans chaque cas, de créer un centre nouveau de production énergétique. C'est là le grand problème de l'« électrification », celui que se posa avant toute autre chose la Russie lors de son industrialisation et dont les vieux militants se souviennent pour en avoir eu les oreilles rebattues au cours des années allant de 17 à 30.

Le planisme ayant déterminé les besoins immédiats en énergie, prévu les extensions de ceux-ci et mis au point le financement de l'opération, une grande centrale thermique serait à édifier, à Sfax par exemple, ayant pour premier objet d'alimenter toutes les mines de phosphate de la région de Gafsa, qui fonctionnent actuellement avec des moteurs Diesel consommant des huiles de pétrole d'un prix élevé qui

exigent une grosse sortie de devises — et aussi éventuellement les moyens de transport du phosphate.

Ensuite, viendra la satisfaction de tous les besoins révélés par le plan, et peut-être l'équipement des « chotts » ou « sebkhas » de Zarzis d'où l'on peut tirer les mêmes produits que de la Mer Morte ; jusqu'ici le colonialisme n'a su utiliser ces lacs salés que pour distribuer des sinécures à Tunis et faire des trous dans le budget.

Tous ces équipements peuvent cependant aussi bien faire la ruine de la Tunisie que sa prospérité, cela dépendra de la façon dont ils seront réalisés. L'industrialisation de l'Argentine, par exemple, avec Péron, a causé la ruine du pays. Aux Indes, au contraire, l'industrialisation se montre comme le sceur d'une situation que les Anglais avaient laissée dans un état désespéré.

Cette différence provient de ce que, dans le premier cas, les projets ont dépassé la mesure des possibilités du pays et que de grands investissements ont été effectués sans rentabilité possible, tandis que, dans l'autre, la démagogie étant absente, l'industrialisation a pu être conduite de manière à réduire dans une mesure raisonnable et non risquée les importations qui pesaient sur la balance commerciale, à produire des marchandises d'exportation permettant des échanges, à augmenter les biens de consommation nécessaires au pays, ou simplement à réduire leurs prix de revient. Aussi, une fois le plan dressé, son exécution doit être mise sous le commandement et la responsabilité de « bureaux d'études » ; c'est en cela que réside, en grande partie, les raisons d'échec ou de succès du plan.

Pour bien comprendre, prenons le cas de l'aménagement d'une grande centrale à Sfax et de l'établissement d'un réseau d'électricité couvrant tout le Sud tunisien.

Ce qui importe, au départ, c'est que le bureau d'études qui ordonne le travail, demeure, dans tous les cas, le maître de la conduite des opérations, qu'en aucunes circonstances, il ne remette les travaux à faire entre les mains d'un entrepreneur général pourvu d'un mandat général.

La fonction du bureau d'études consistera, après qu'aura été reçue du service de planification notification de la puissance à donner immédiatement à la centrale et des accroissements de puissance qui devront être prévus, à déterminer la nature du combustible à utiliser, à faire choix d'un matériel approprié, puis à traiter avec un entrepreneur auquel sera remis un devis comportant une nomenclature détaillée et auquel il sera imposé de sous-traiter sur place tout ce qui pourra être effectué par l'industrie locale afin d'aider celle-ci à prendre son essor, par exemple : bâtiments, cheminées, tuyauteries, silos, etc.

Il faudra également que le bureau d'études apprenne à vérifier les prix qu'on lui demande, par un quadrillage en poids des différents chapitres du devis, afin de mettre le pays à l'abri des prix surfaits ; il lui faudra aussi apprendre à distinguer les techniques nouvelles (mais éprouvées), des techniques anciennes, car les pays semi-coloniaux sont un terrain de choix pour l'écoulement des vieux rossignols.

L'énumération de ces tâches est simple, mais leur accomplissement exige un travail considérable. Le Japon, hier, et la Chine, aujourd'hui, doivent leur essor technique à la perfection de leurs bureaux de planification et d'études ; pour les seules questions

